

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 09/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARLO ERBA REAGENTS

Parc d'activités des Portes
Chaussée du Vexin
BP616
27100 Val-De-Reuil

Références : 27-2025/149

Code AIOT : 0005800503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement CARLO ERBA REAGENTS implanté Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin BP616 27100 Val-de-Reuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans les actions prioritaires visant les produits chimiques de l'inspection des installations classées pour l'année 2025. Cette action vise à contrôler des entreprises françaises exerçant des activités d'exportation ou d'importation de produits chimiques dangereux interdits (ou strictement réglementés) en Europe en application de la convention internationale de Rotterdam et du règlement européen dit " PIC ".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARLO ERBA REAGENTS
- Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin BP616 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005800503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CARLO ERBA REAGENTS est fournisseur d'équipements et de produits chimiques pour les laboratoires et centres de recherche, l'industrie pharmaceutique, l'industrie chimique et agro-alimentaire ainsi que pour les hôpitaux et les collectivités territoriales. Sur le site de Val-de-Reuil, sont conditionnés divers solvants, agents chimiques corrosifs et sels sous forme pulvérulente.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PIC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification des intentions d'exportation	Règlement européen du 04/07/2012, article 8, 14 et 15	Sans objet
2	Déclaration des exportations réalisées dans un pays extra-européen	Règlement européen du 04/07/2012, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CARLO ERBA REAGENTS se plie avec méthode aux obligations de déclaration de ses intentions d'exportation dans des pays extra-européens et de reporting (l'année suivante) des quantités réellement exportées de substances interdites ou strictement réglementées en Europe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification des intentions d'exportation

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/07/2012, article 8, 14 et 15
Thème(s) : Produits chimiques, Dans un pays extra-européen
Prescription contrôlée : Article 8 1. Dans le cas des substances énumérées à l'annexe I, partie 1, ou des mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) no 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances, les paragraphes 2 à 8 du présent article sont applicables quel que soit l'utilisation prévue du produit chimique dans la partie importatrice ou l'autre pays importateur.

2. Lorsqu'un exportateur souhaite exporter, de l'Union vers une partie ou un autre pays, un produit chimique visé au paragraphe 1 pour la première fois depuis que ce produit est soumis aux dispositions du présent règlement, il en informe l'autorité nationale désignée de l'État membre dans lequel il est établi (ci-après dénommé «État membre de l'exportateur»), au plus tard trente-cinq jours avant la date prévue d'exportation. Par la suite, l'exportateur notifie, chaque année civile, la première exportation du produit chimique à ladite autorité nationale désignée, au plus tard trente-cinq jours avant la date de l'exportation. L'Agence, au nom de la Commission, transmet la notification à l'autorité nationale désignée de la partie importatrice ou à l'autorité compétente de l'autre pays importateur et prend les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'elles reçoivent cette notification quinze jours au plus tard avant la première exportation prévue du produit chimique et, par la suite, chaque année civile, quinze jours au plus tard avant la première exportation du produit. L'Agence enregistre chaque notification d'exportation et lui attribue un numéro de référence d'identification dans la base de données. L'Agence tient également à la disposition du public et des autorités nationales désignées des États membres, selon les besoins, une liste actualisée des produits chimiques concernés ainsi que des parties importatrices et des autres pays importateurs visés, par année civile, par le biais de la base de données.

Article 14 - concerne les substances Annexe 1, P2 ou P3 (demande de consentement) : [...]

6. Les substances énumérées à l'annexe I, partie 2 ou 3, ou les mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances, ne sont pas exportées, quelle que soit l'utilisation prévue du produit chimique dans la partie importatrice ou l'autre pays importateur, sauf si l'une des conditions suivantes est satisfaite :

- a) l'exportateur a demandé et obtenu un consentement explicite en vue de l'importation, par l'intermédiaire de l'autorité nationale désignée de l'État membre de l'exportateur en concertation avec la Commission, assistée par l'Agence, et l'autorité nationale désignée de la partie importatrice ou une autorité compétente d'un autre pays importateur ;
- b) dans le cas de produits chimiques inscrits à l'annexe I, partie 3, la dernière circulaire émise par le secrétariat conformément au paragraphe 1 indique que la partie importatrice a consenti à l'importation.

[...]

Article 15 - Exportations de certains produits chimiques et articles 1. Les articles sont soumis à la procédure de notification d'exportation prévue à l'article 8 s'ils renferment un des produits chimiques suivants :

- a) des substances énumérées à l'annexe I, partie 2 ou 3, sous une forme n'ayant pas réagi ;
 - b) des mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances.
2. Les produits chimiques et les articles dont l'utilisation est interdite dans l'Union aux fins de protection de la santé des personnes ou de l'environnement, tels qu'énumérés à l'annexe V, ne sont pas exportés.

Constats :

La société CARLO ERBA REAGENTS a exporté, en 2023, dans des pays extra-européens, plus de 25 substances (seules ou en mélange) visées par l'obligation de notification des exports à l'autorité nationale désignée (substances visées en partie I de l'annexe I du règlement européen 649/2012) et, le cas échéant, par le consentement explicite préalable du pays d'exportation (substances visées en partie II de l'annexe I du même règlement). Les chiffres pour l'exercice 2024 sont en légère hausse par rapport à l'exercice 2023.

Parmi ces substances, le chloroforme (CAS 67-66-3), le benzène (CAS 71-43-5), les composés du

plomb et du mercure (CAS multiples) ont été les plus exportées en 2023.

L'inspection des installations classées a contrôlé (par sondage) les notifications d'intention d'export réalisées au titre de l'export extra-européen de produits finis des exercices 2023 et 2024 contenant ces substances. L'inspection fait le constat que ces intentions d'export ont été notifiées (dans les délais réglementaires) sous couvert d'un numéro de référence d'identification (code RIN) via la plateforme électronique ePIC dédiée à cet usage. Ces exports ont concerné, pour chacune des années 2023 et 2024, plusieurs dizaines de pays (dans divers continents) et plusieurs dizaines de milliers de kg pour l'ensemble de ces substances.

Seuls :

. l'export en 2023 de 24,95 kg de chloroforme vers l'Azerbaïdjan a été réalisé en l'absence de code RIN (**NON CONFORMITÉ**). La société CARLO ERBA REAGENTS l'explique par le facteur humain à l'occasion de la saisie de l'expédition de 3 commandes distinctes dans le logiciel de gestion des flux ERP (22,35 kg de la même commande ont été exportés sans RIN, 2,60 kg répartis sur 2 commandes distinctes ont été exportées au-delà des 10 premiers kg couverts par un RIN spécial que la société avait obtenu auprès de l'Autorité nationale désignée).

. l'export en 2024 de 18,515 kg de chloroforme vers le Sénégal a été réalisé en l'absence de code RIN (**NON CONFORMITÉ**). La société CARLO ERBA REAGENTS l'explique par le facteur humain à l'occasion de la saisie de l'expédition de la commande dans le logiciel de gestion des flux ERP. Il en est de même pour les 9 kg de monoxyde de plomb exporté vers la Turquie pour lesquels les fins de recherche ou d'analyse n'ont pas été apportées durant l'inspection par la société CARLO ERBA REAGENTS (**NON CONFORMITÉ**).

Ces non conformités relevées étant ponctuelles, peu significatives au regard des tonnages totaux exportés en 2023 et 2024 et devant faire l'objet d'actions palliatives avant l'été 2025 (visant à une capacité accrue de suivi et de mise à jour des codes RIN directement dans le système de gestion ERP et non plus déportée sur des fichiers Excel maintenus manuellement), elles ne peuvent être qualifiées de majeures. Leur intentionnalité n'est pas non plus démontrée. C'est pourquoi l'inspection des installations classées ne propose pas de suite mais tient à rappeler à la société CARLO ERBA REAGENTS la nécessité prendre les dispositions pour satisfaire à l'exhaustivité des obligations réglementaires dans le domaine des importations/exportations de produits chimiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration des exportations réalisées dans un pays extra-européen

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/07/2012, article 10

Thème(s) : Produits chimiques, Exportation durant l'année n-1

Prescription contrôlée :

S'il est concerné par une ou plusieurs des catégories suivantes, tout exportateur :

a) de substances énumérées à l'annexe I ;

b) de mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) no 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances ;

ou

c) d'articles renfermant des substances énumérées à l'annexe I, partie 2 ou 3, sous une forme n'ayant pas réagi, ou les mélanges contenant de telles substances en concentration entraînant des obligations d'étiquetage en vertu du règlement (CE) no 1272/2008, indépendamment de la présence d'autres substances,

Informe chaque année, au cours du premier trimestre, l'autorité nationale désignée de l'État membre de l'exportateur de la quantité de produit chimique, sous forme de substance et sous

forme d'ingrédient de mélange ou d'article, qu'il a expédiée dans chaque partie ou autre pays au cours de l'année précédente. Ces informations sont accompagnées d'une liste reprenant les noms et adresses des personnes physiques ou morales important le produit chimique dans une partie ou un autre pays auxquelles les produits chimiques ont été expédiés durant la même période. Ces informations répertorient séparément les exportations effectuées conformément à l'article 14, paragraphe 7.

Constats :

L'inspection des installations classées n'a pas relevé d'écart sur les quantités des substances mentionnées au point de contrôle précédent et déclarées comme exportées dans des pays extra-européens en 2024. Les 18,515 kg de chloroforme exportés en 2024 vers le Sénégal sans code RIN (cf. point de contrôle précédent) ont notamment été déclarés sur la plateforme ePIC avant le 31 mars 2025 (tout comme les 24,95 kg de chloroforme vers l'Azerbaïdjan avant le 31 mars 2024).

Type de suites proposées : Sans suite